



PUBLIE LE

15 DEC. 2025

**ACTION EN JUSTICE
AFFAIRE M. JEAN-LOUIS M. C/ VILLE DE ROUEN
FRAIS ET HONORAIRES
AUTORISATION
Réf. 2025 / 85**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (11° et 16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- Le budget de l'exercice en cours,
- Le projet de convention d'honoraires ci-joint,

CONSIDERANT :

- Que la Ville a, par arrêté de péril ordinaire en date du 6 juillet 2018, prescrit la réalisation de travaux pour mettre fin à la persistance de désordres concernant le bien sis 34 rue Beauvoisine à Rouen (76000),
- Que, les travaux n'ayant pas été réalisés dans les 4 mois, la Ville a mis en demeure le propriétaire de réaliser les travaux nécessaires (mise hors d'eau et hors d'air du bâtiment) et, le cas échéant, de prendre les mesures indispensables pour préserver les bâtiments mitoyens avant le 19 avril 2019,
- Que la Ville a, en date du 21 octobre 2021, pris un arrêté d'exécution d'office desdits travaux pour rétablir définitivement la sécurité,
- Que M. Jean-Louis M., par requête du 28 janvier 2022 devant le Tribunal administratif de Rouen, sollicite l'annulation de l'arrêté du 21 octobre 2021 portant exécution d'office des travaux sur le bien sis 34 rue Beauvoisine, à Rouen,
- Que par décision en date du 18 juillet 2024, le Tribunal administratif de Rouen a rejeté la requête de M. Jean-Louis M.,
- Que, par une requête enregistrée par la Cour administrative d'appel de Douai le 24 avril 2025 sous le numéro 25DA00724, M. Jean-Louis M. entend faire appel de la décision du Tribunal administratif de Rouen susmentionnée afin d'obtenir son annulation, l'annulation de l'arrêté d'exécution d'office ainsi que l'annulation de la décision de rejet de son recours gracieux,
- Que la S.E.L.A.R.L. D.A.M.C. AVOCATS, est susceptible d'assurer pleinement la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire,

DECIDONS CE QUI SUIT :

Article 1^{er}.- Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire par la société d'avocat S.E.L.A.R.L. D.A.M.C. AVOCATS.

Article 2.- Est autorisée la signature de la convention d'honoraires avec la S.E.L.A.R.L. D.A.M.C. AVOCATS.

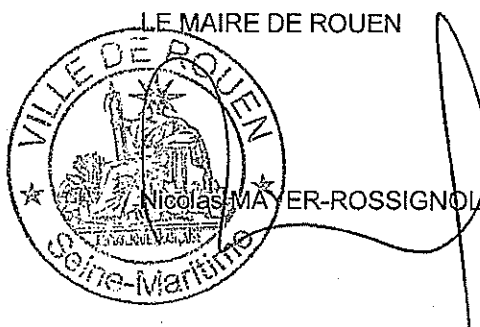
Article 3.- Est autorisé le paiement à la S.E.L.A.R.L. D.A.M.C. AVOCATS d'une somme de 3.000,00 euros T.T.C. correspondant aux frais et honoraires qui lui sont dus pour son intervention dans l'affaire considérée ci-dessus.

Article 4.- La dépense en résultant sera imputée au chapitre 011 (charge à caractère général), article 62268 (autres honoraires) du budget.

Article 5.- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 17 octobre 2025

LE MAIRE DE ROUEN



La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.